

# RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

---

Ministère de réforme de l'Etat, de la  
décentralisation et de la fonction  
publique

---

## **Décret n°                      du** **modifiant le décret n° 2000-1222 du 14 décembre 2000 modifié relatif à la commission** **administrative paritaire interministérielle et aux commissions administratives paritaires** **ministérielles compétentes à l'égard du corps des administrateurs civils**

NOR :

**Le Premier ministre,**

Sur le rapport du ministre de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la fonction publique,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 82-451 du 28 mai 1982 modifié relatif aux commissions administratives paritaires ;

Vu le décret n° 99-945 du 16 novembre 1999 modifié portant statut particulier du corps des administrateurs civils ;

Vu le décret n° 2000-1222 du 14 décembre 2000 modifié relatif à la commission administrative paritaire interministérielle et aux commissions administratives paritaires ministérielles compétentes à l'égard du corps des administrateurs civils ;

Vu l'avis de la commission administrative paritaire interministérielle compétente à l'égard du corps des administrateurs civils en date du 14 février 2014 ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat en date du.... ;

Le Conseil d'Etat (section de l'administration) entendu,

**Décrète :**

### **Article 1er**

Le premier alinéa de l'article 1<sup>er</sup> du décret du 14 décembre 2000 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« La commission administrative paritaire interministérielle, compétente à l'égard du corps des administrateurs civils, est régie par les dispositions du décret du 28 mai 1982 susvisé à l'exception des titres Ier et V, du premier alinéa de l'article 19 et des articles 6, 8, 10, 18, 26, 28, 34 et 36 de ce décret.

## **Article 2**

L'article 2 du décret du 14 décembre 2000 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 2. La commission administrative paritaire interministérielle des administrateurs civils est placée auprès du Premier ministre.

Elle comprend :

1° Le directeur général de l'administration et de la fonction publique, président ;

2° Douze autres représentants de l'administration désignés, dans les conditions fixées à l'article 2-1 du présent décret, parmi les directions du personnel d'administration centrale ou d'administration assimilée comportant au moins cinq emplois d'administrateurs civils ;

3° Les représentants de chaque grade du corps des administrateurs civils siégeant en nombre égal au nombre des représentants de l'administration.

## **Article 3**

Après l'article 2 du même décret, est inséré un article 2-1 ainsi rédigé :

« Art. 2-1. – Lorsque ce nombre est inférieur à douze, gagnent successivement un représentant les administrations comportant les effectifs d'administrateurs civils les plus importants jusqu'à rétablissement de la parité entre représentants de l'administration et représentants du personnel. Les représentants désignés dans ces conditions doivent avoir la qualité de directeur du personnel, de sous-directeur ou de chef de service d'une direction du personnel.

Lorsque le nombre des administrations mentionnées au 2° de l'article 2 du présent décret est supérieur ou égal à douze, sont désignés en tant que représentant de l'administration les directeurs de personnel des administrations comportant les effectifs d'administrateurs civils les plus importants.

Le président de la commission peut en outre convoquer en qualité d'expert des représentants des directions de personnel d'administration centrale ou d'administration assimilée employant des administrateurs civils non représentés à la commission administrative paritaire interministérielle. Ils sont convoqués quarante-huit heures au moins avant l'ouverture de la réunion et peuvent assister à l'intégralité de la réunion ou à la seule partie des débats, relative aux questions pour lesquelles leur présence a été demandée. »

#### **Article 4**

A la fin du dernier alinéa de l'article 3 du décret du 14 décembre 2000 susvisé, les mots : «, de directeur adjoint» sont supprimés.

#### **Article 5**

L'article 4 du même décret est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 4. - La représentation du personnel comprend un représentant titulaire pour le grade d'administrateur général, neuf représentants titulaires pour le grade d'administrateur civil hors classe et trois représentants titulaires pour le grade d'administrateur civil. »

#### **Article 6**

Le premier alinéa de l'article 6 du même décret est supprimé.

#### **Article 7**

Les articles 5 et 7 du même décret sont abrogés.

### **DISPOSITIONS TRANSITOIRES**

#### **Article 8**

Jusqu'au prochain renouvellement général, les représentants du grade d'administrateur hors classe à la commission administrative paritaire interministérielle et aux commissions administratives paritaires ministérielles représentent également le grade d'administrateur général.

#### **Article 9**

Le Premier ministre et la ministre de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la fonction publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le

Par le Premier ministre :	
	<i>La ministre de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la fonction publique,</i>

